



Montreuil, le 3 novembre 2021

Monsieur Jean-Michel BLANQUER
Ministre de l'Éducation nationale,
de la Jeunesse et des Sports
110 rue de Grenelle
75357 PARIS 07 SP

Objet : Expérimentation annoncée par le président de la République à Marseille

Monsieur le ministre,

Le 2 septembre, le président de la République annonçait une expérimentation dans 50 écoles de Marseille où les directeurs pourraient choisir les autres enseignants de l'école, où les fonctionnements et les rythmes scolaires des écoles pourraient être adaptés en lien avec les acteurs extrascolaires. Vous aviez confirmé ces propos en recevant les organisations syndicales le 14 septembre.

Notre fédération, la FNEC FP-FO, a immédiatement demandé l'abandon de ce projet qui signifierait une remise en cause sans précédent du fonctionnement de l'École publique et du statut des enseignants. Cette demande rejoint celle des organisations syndicales SNUDI-FO, SNUipp-FSU, SE-UNSA, SUD Education et CGT Educ'action des Bouches-du-Rhône.

Cette annonce présidentielle a suscité un rejet important chez les personnels, comme en témoigne le refus de plus de 100 écoles marseillaises de rentrer dans ce dispositif, ainsi que le rassemblement organisé à Marseille par les fédérations syndicales FNEC FP-FO, FSU, CGT Educ'action et SUD Education à l'occasion du retour de M. Macron à Marseille le 15 octobre.

Interrogé par les médias locaux ces derniers jours, le maire de Marseille M. Payan indique à propos de l'expérimentation annoncée par le président de la République consistant à confier le recrutement des enseignants aux directeurs d'école : « Ça ne se fera pas », « Je pense que c'est une mauvaise idée. Je le lui ai dit. Je pense que cette idée est oubliée. »

... / ...

La FNEC FP-FO ne peut que se réjouir de cette annonce du maire de Marseille, qui va dans le sens des revendications portées par les personnels, et vous demande de confirmer que toute idée de recrutement des enseignants par les directeurs est aujourd'hui abandonnée.

La FNEC FP-FO vous demande également l'abandon de tout dispositif visant à territorialiser l'école, comme l'instauration de rythmes scolaires et de fonctionnements décidés école par école tel qu'annoncé par le président de la République à Marseille.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma parfaite considération.

Clément POULLET,
Secrétaire Général de la FNEC FP-FO

